

lui arrachèrent son lit et l'effrayèrent tellement qu'elle en mourut le lendemain.

Les volontaires et les loyaux furent ceux qui commirent le plus de cruautés et de déprédations. Ils s'en retournèrent chez eux avec un nombre considérable d'animaux et de voitures chargées de lits, meubles, grains et autres provisions, instruments d'agriculture et autres effets. Ainsi des familles nombreuses auxquelles ils avaient arraché tout ce qu'elles possédaient, jusqu'à leurs vêtements, ont été obligées de mendier quelque nourriture pour subsister et quelques couvertures pour se garder du froid.

Sans doute, mon bon ami, vous allez me demander comment Sir John Colborne, un officier supérieur, le commandant des forces de Sa Majesté et le gardien de l'honneur du soldat anglais, ait pu ordonner ou permettre tant de carnage et d'atrocités. Il nous répondra sans doute lui-même, que tout cela s'est fait malgré les ordres exprès qu'il avait donnés de respecter les propriétés et qu'il ne peut être responsable des œuvres de quelques volontaires d'Argenteuil. C'est ce que vous ont dit les gazettes loyales, c'est ce qu'ont crié les loyaux de Montréal, parmi lesquels plusieurs avaient une bonne part du butin ; car l'on sait où Arnoldi, fils, a fait sa provision de beurre, où un autre a pris une guitare qu'il a rapportée de l'expédition suspendue à son cou. Si le lieutenant-général avait donné des ordres exprès que les propriétés fussent respectées, comment donc a-t-il pu permettre qu'elles fussent pillées et brûlées sous ses yeux à Saint-Eustache, et principalement à Saint-Benoît où il n'y eut pas un coup de tiré ? Là, dans ma maison, où il prenait ses quartiers avec plusieurs autres officiers, les lits et autres meubles que madame Girouard avait laissés, furent volés. Les soldats firent un tel usage des boissons que renfermait ma cave, que plusieurs restèrent profondément endormis et y furent consumés par les flammes, car l'on m'a rapporté qu'il avait été trouvé plusieurs cranes humains dans les cendres de ma maison.

Comment se fait-il donc que l'église et le village de Saint-Benoît furent mis en feu pendant que Son Excellence y était, si bien qu'il eut de la peine, en sortant de ma maison (qui fut incendiée une des dernières) à gagner le grand chemin et que ses chevaux en eurent les poils grillés ?

Pourquoi aussi des officiers supérieurs ordonnèrent-ils l'incendie et le pillage en plusieurs endroits et y présidèrent-ils ? N'ai-je pas déjà dit que l'église de Saint-Hermas et celle de Saint-Scholastique ne furent sauvées des flammes que par l'intervention des curés et de quelques citoyens qui réussirent à calmer la fureur des officiers des troupes de ligne, de leurs soldats et des volontaires surtout ? Et, je le tiens de M. Scott lui-même, à Sainte-Thérèse, n'est-il pas de fait que le colonel Maitland ordonna l'incendie des maisons de M. Neil Scott, du docteur LaChaine et autres patriotes du village, et que sans les pressantes prières de messire Ducharme, ces ordres barbares eussent été exécutés ? Maitland souffrit même que messire Ducharme se jetât à deux genoux devant lui pour implorer sa clémence.

Mais, si véritablement Son Excellence eut donné des ordres contraires, comment est-ce donc encore que le major Townsend, qui commandait les troupes à Carillon, et qui faisait partie de l'expédition de Saint-Benoît, comment se peut-il faire qu'en s'en retournant par Saint-Vincent, il soit arrêté chez Richer et François Ouellet, que vous connaissez, et leur ait dit de mettre des couvertures mouillées sur le toit de leurs maisons, car il allait faire brûler la maison de pierre de Joseph Fortier, laquelle, comme vous devez vous en souvenir, n'est séparée des premières que par le chemin du roi ? En effet, les soldats exécutèrent les ordres du major et y mirent le feu. Ensuite les troupes reçurent l'ordre de continuer leur route. Heureusement que le pauvre Fortier fut averti à temps. Il réussit à sauver sa maison en jetant par les fenêtres les paillasses où les soldats avaient mis le feu. Mais il faillit lui en coûter la vie, parce que des soldats de l'arrière-garde ayant aperçu son mouvement, lui tirèrent leurs mousquets et le manquèrent. Le brave Fortier en fut quitte pour cinq beaux lits qui lui furent enlevés en cette occasion avec nombre d'autres effets.

## LES GRÈVES AUX ETATS-UNIS

Nos voisins des États-Unis sont en ce moment affligés par des grèves sans exemple dans le passé. Le soulèvement simultané des employés de chemins de fer et des ouvriers, dans cinq ou six États à la fois, a pris les proportions d'une insurrection et presque d'une guerre civile. Les capitalistes, effrayés de ces symptômes alarmants, jettent les hauts cris. Quelques-uns d'entre eux écrivent dans les journaux, et s'en prennent à la constitution du pays. Ils appellent la monarchie ou le *féodalisme* à leur secours, comme leur seul refuge contre le communisme. En attendant, les grévistes, devenus incendiaires et assassins, continuent leur œuvre. Les pouvoirs publics n'ont pu encore prendre des mesures pour étouffer ce fléau. La situation est extrêmement tendue. Le trafic est arrêté et la circulation

suspendue sur plusieurs des principales lignes de chemin de fer. Le nombre de personnes tuées ou blessées par les grévistes s'élève à près de 400.

Nous empruntons à un journal l'article suivant sur ce sujet :

La grève des ouvriers des chemins de fer, commencée à Martinsburg, Virginie Occidentale, a déjà pris les proportions d'une révolte ouverte contre les autorités civiles et militaires, et elle menace de s'étendre comme une traînée de poudre, d'un bout à l'autre des États-Unis. Cette grève n'a pas eu pour cause une demande d'augmentation de gages, mais une nouvelle réduction de dix pour cent imposée par les compagnies sur le salaire de leurs employés. Ceux-ci, ne jugeant pas ces conditions acceptables, refusèrent leur travail, ainsi qu'ils en avaient le droit. Mais ils ne s'en tinrent pas là, et contrairement à la loi, aux principes de la liberté individuelle, ils voulurent empêcher de travailler ceux qui se présentaient pour les remplacer. De là l'origine des troubles qui viennent d'éclater principalement à Pittsburg, dans la Pensylvanie, et à Baltimore, dans le Maryland. Des centaines d'existences ont été sacrifiées, et on évalue à cinq millions de dollars les pertes causées à la propriété dans la seule journée du 22 juillet à Pittsburg. Dans cette ville, les émeutiers ont battu les miliciens envoyés pour rétablir l'ordre, et se sont portés à des actes de pillage dignes des pétroleurs de la Commune de Paris.

La situation est d'une gravité exceptionnelle ; il faut se reporter à quinze ans en arrière, au temps où sévissait la guerre civile, pour être témoin de pareilles scènes de dévastation. Le mouvement se généralise ; on craint qu'il ne s'étende bientôt à toutes les lignes importantes du pays, et on adopte les moyens les plus énergiques de répression. On parle même de déclarer en état de siège la Virginie Occidentale, le Maryland et la Pensylvanie, si les grévistes continuent à en appeler à la violence, et de mettre 75,000 hommes de milice sous les armes pour étouffer l'insurrection dans le sang.

Dans l'émeute qui a eu lieu à Baltimore, neuf personnes ont été tuées et treize blessées. Un régiment, attaqué à coup de pierres par une bande d'hommes armés, a fait feu sur les assaillants, et comme il arrive toujours en pareils cas, plusieurs des victimes étaient des curieux, des gens inoffensifs qui n'avaient pas pris part à l'attaque. Mais l'émeute de Pittsburg a eu des suites beaucoup plus graves que celle de la veille à Baltimore.

Le *Telegram* de New-York rend compte d'un entretien qu'un de ses reporters affirme avoir eu avec un des chefs de l'Internationale qu'il ne nomme pas. Voici ce qu'aurait dit ce chef, qui a joué un rôle dans la Commune :

Les affaires de Pittsburg et de Baltimore ne sont que le point de départ. Il y a maintenant un demi-million d'Internationistes enrôlés aux États-Unis, et il y a un million d'autres personnes qui sont prêtes à les aider. Il faudra que New-York, Boston et Philadelphie aient leur tour, et vous verrez ici des scènes telles que vous n'auriez jamais prévues. Les capitalistes devront partager leur butin avec les pauvres, qui meurent de faim pendant que les riches roulent sur l'or. Nous en sommes là, et cette grève des chemins de fer n'est que l'avant-coureur d'une autre et plus grande grève qui comprendra plus d'ouvriers que les chemins de fer n'en emploient. Il y a aujourd'hui 50,000 hommes sans travail à New-York, et un plus grand nombre encore à Philadelphie. On ne saurait plaisanter avec eux, et puisqu'ils ne peuvent avoir de pain pour leurs familles, ils en prendront.

Un autre journal s'exprime ainsi :

La situation est si alarmante, que le président Hayes devrait décider s'il n'y a pas lieu de convoquer immédiatement le congrès en session extraordinaire, ou bien suivre le précédent établi par le président Lincoln, après le premier coup de feu contre le fort Sumter, et publier une proclamation appelant des volontaires pour abattre l'insurrection armée qui brave les lois de cinq États de l'Union. Notre armée régulière est insuffisante pour parer à une crise aussi alarmante, attendu qu'il y a moins de 1,000 hommes disponibles en ce moment pour faire le service sur les lignes ferrées.

Nous savons que la mesure serait hardie, mais le moment est périlleux et requiert de la hardiesse. On a besoin de nos régiments de milice à New-York. Il y a des désordres dans l'air, et il ne serait pas prudent de laisser la métropole sans défense.

Le président Hayes est entouré d'un cabinet de juriconsultes. Ils conseilleront des délais, c'est l'avis du général Sherman qu'il doit écouter. Qu'on fasse un appel de volontaires, et que le Congrès soit convoqué immédiatement pour légaliser leur enrôlement et pourvoir à leur paiement.

## NOS GRAVURES

### Les ruines de Saint-Benoît

Ce qui suit est l'inscription écrite par M. Girouard au bas du dessin de ces ruines, fait par lui-même :

Vue de partie des ruines du village de Saint-Benoît, entièrement pillé et incendié les 15 et 16 décembre 1837 par les troupes anglaises et les volontaires armés commandés par le lieutenant-général Sir J. Colborne en personne, malgré la promesse que les propriétés et les personnes seraient respectées, et en violation de l'assurance donnée aux habitants de Saint-Benoît, qui ne lui offrirent aucune résistance, ayant protesté dans une députation qu'ils lui envoyèrent, à son départ de Saint-Eustache, qu'ils n'avaient point pris les armes contre le gouvernement, mais pour se protéger contre les soi-disant Loyal d'Argenteuil, Gore, etc., qui, depuis quelque temps, menaçaient de venir les brûler et les piller. Cependant, l'armée, après avoir incendié 2 églises, 2 presbytères, 1 couvent, 4 moulins, 111 maisons, 12 granges pleines, 168 autres bâtisses, pillé plus de 500 familles, dévasté et ravagé sur son chemin les campagnes environnantes, s'en retourna avec un nombre considérable de bétail, presque tous les chevaux des habitants, avec des centaines de voitures chargées d'un immense butin. Parmi les propriétés détruites à Saint-Benoît se trouve les notariats de MM. Raizenne et Girouard, avec plus de 20,000 titres de famille, de propriété, etc. : l'*Histoire du Canada* manuscrite par feu le Dr. Labrie, et autres documents précieux sur le pays. Trois belles bibliothèques ont été dispersées, etc. Outre ces pertes inappréciables, on estime le pillage fait par l'armée anglaise à plus de £25,000, et les propriétés incendiées à plus de £30,000. On peut voir à ce sujet un état détaillé de ces pertes, qui a été publié en partie dans les gazettes.

### Le comte de Premio-Réal, Consul-Général d'Espagne au Canada

Le comte de Premio-Réal est né à Xeres, en août 1840. Son nom de famille, qui est *De La Valle*, apparaît dans les registres de la noblesse d'Espagne dès l'année 718, c'est-à-dire il y a près de douze siècles. Le comté de Premio-Réal est en la possession de la famille depuis quatre générations : le comte actuel, sujet de cette notice, est, en outre, l'héritier du comté de Saint-Antoine de Vista Alegre. Il a été, autrefois, un des prétendants au duché de Regla.

Dès l'âge de dix-sept ans, le comte embrassait la carrière diplomatique, et commençait ses services au ministère des affaires étrangères ; en 1861, il continuait la même mission à l'étranger. En ces diverses qualités diplomatiques, il a servi en Europe, en Afrique, deux fois en Asie, deux fois en Amérique ; et, de grade en grade, il est parvenu au poste qu'il occupe aujourd'hui : Consul-général d'Espagne pour la Confédération du Canada et les possessions britanniques et françaises du Nord de l'Amérique.

Ses titres scientifiques et honorifiques sont les suivants : Maître ès-Arts, ingénieur-civil, chef supérieur honoraire de l'administration civile d'Espagne, grand-officier d'Isabel et du Nishan, commandeur de la Conception ; il est, de plus, porteur de huit décorations, tant d'Espagne que de divers pays étrangers, et membre de dix-huit académies ou sociétés savantes.

Son titre personnel est *Illustrissimo*, qui, en Espagne, donne préséance sur ceux qui ont le titre de *Seigneurie*.

Sous le nom de plume *Fielat*, le comte de Premio-Réal est l'auteur de plusieurs ouvrages écrits dans les quatre langues espagnole, française, anglaise et italienne. Au Canada, il a publié, récemment, deux livres en langue anglaise : l'un littéraire et l'autre scientifique ; il est aussi l'auteur de quelques compositions musicales. Comme ingénieur-civil, il a dirigé la construction de plusieurs édifices, dont l'un est celui représenté par la gravure que nous reproduisons dans ce numéro.

Nous devons à M. le Dr. Hubert Larue les renseignements qui précèdent au sujet du comte de Premio-Réal.

### Feu l'hon. Juge Sanborn

La mort a fait un nouveau vide dans notre magistrature, il y a quelques jours. L'hon. M. Sanborn, juge de la Cour du Banc de la Reine, est décédé presque subitement. Il était né en 1819, aux États-Unis. Sa famille était originaire d'Angleterre. Il vint s'établir dans le Bas-Canada, à Sherbrooke, vers 1840. Il y étudia le droit et fut admis au barreau en 1847. Il pratiqua comme tel avec un grand succès jusqu'en 1872, où il fut élevé à la magistrature. Il fut membre du parlement de 1852 à 1858, et de 1862 à 1867. Lors de l'établissement de la Confédération, il fut nommé sénateur.

### Demeure du Consul-Général d'Espagne en Chine

Cette magnifique résidence, construite dans le genre oriental, est la propriété du consul-général d'Espagne au Canada, le comte de Premio-Réal, qui a occupé le poste de consul-général en Chine à deux reprises différentes.

### La Bible Mazarine

Un exemplaire de cette célèbre bible, le livre le plus fameux dans les annales de l'imprimerie, a été exposé il y a quelques semaines à l'Exposition de la Société de Numismatique de Montréal. Nous en reproduisons une page dans notre feuille de cette semaine.

La valeur de cet exemplaire est estimée à \$25,000. Il a coûté \$9,000 à son propriétaire, M. Brinley, de Hartford, Connecticut. Il pèse cinquante livres, et ne porte aucune date, ni aucun nom d'imprimeur ou de lieu de publication. On lui attribue cependant la date de 1455. Cette bible, qui est le premier livre imprimé par les inventeurs de l'imprimerie, fut considérée longtemps comme perdue. Elle fut retrouvée en 1645, à la suite de recherches ordonnées par le cardinal Mazarin. On croit que l'édition ne comprenait pas plus de vingt exemplaires. On en connaît treize actuellement.

## LA FRANCE

### LA DISSOLUTION—OPINIONS DE LA PRESSE

Nos lecteurs seront aises de savoir comment est apprécié le fameux *coup de volonté* qu'a eu le Maréchal, et les résultats rapprochés de cette action.

Ces jours-ci, la France vient d'avoir un avertissement solennel. Un soldat brave, généreux, magnanime, dans les veines duquel coulent et le sang royal de la vieille et noble Erin, et le sang des anciens défenseurs des Stuarts, rois légitimes, le sang de vieux défenseurs de la monarchie des Bourbons, vient de lancer fermement, bravement à la révolution un de ces terribles cris du factionnaire préposé à la garde d'un poste important : *On ne passe pas ! au large !* Cette voix de Malakoff, de Solferino, de Magenta, de Woerth, de Reichshoffen, cette voix de l'Honneur, tient encore en respect ces *Prussiens de Paris*, ces communaux de Belleville. Les Challemeil-Lacour, les Naquet et les Gambetta, ces Dantons, Fouquier et Robespierre au petit pied, voient déjà ce que peut facilement une voie honnête, appuyée sur une bonne baïonnette. C'est ce qu'il leur faut.

En dépouillant une vingtaine de journaux parisiens, nous donnerons à nos lecteurs le mot de chaque journal ; en y apposant un *adjectif* qui en fera connaître la couleur, il sera facile au lecteur d'y distinguer le *croû* et le *fauc*.

Des idées fausses sur la situation française, répandues dans nos villes et campagnes par *de bons apôtres*, nous donnent le droit et nous posent l'obligation d'éclaircir cette question. Si nous nous y arrêtons un peu longuement, qu'on nous pardonne ces citations ; les intérêts catholiques de la France sont ceux du monde catholique : ici nous sommes descendants français et du meilleur sang—ici nous sommes catholiques et du meilleur sang, montrons-le !

Je commence !

A Gambetta, j'allais dire *Honneur !* non ! mais je dirai *fierez*, ça rappellera nos ennemis de Fontenoy !

Aux vaincus la parole !

La *République Française* (Gambetta rédacteur-en-chef, sténographe, correcteur d'épreuves, etc.)

La dissolution votée est ainsi jugée :

La question est bien posée, et c'est ainsi que nous l'acceptons. Nous avons, depuis quatre-vingt-huit ans, poursuivi une *tâche unique*, nous tous Français qui devons tout à la *Révolution* : nous avons voulu le gouvernement du pays par le pays. Aujourd'hui, on nous oppose le gouvernement d'un homme, le pouvoir personnel d'une individualité. Et dans quel but ? Pour refouler la Révolution française, en attendant qu'on puisse l'effacer de nos institutions, de nos lois, de nos mœurs, de nos cœurs et de